



# Fédération Varoise de la Libre Pensée

Pour toute correspondance ou demande d'information :

[librepensee83@free.fr](mailto:librepensee83@free.fr)

Libre Pensée (Fédération Varoise) – 90 chemin Mignon, 83470 Saint-Maximin

<http://federations.fnlp.fr/?rubrique87>

Bulletin n° 72



## RASSEMBLEMENT PACIFISTE

à l'appel de  
la Fédération Varoise  
de la Libre Pensée

**11 novembre 2019**  
**à MAZAUGUES**

**14h00 : rassemblement pacifiste**  
**Square Jean Jaurès**

### *Programme de la journée du 11 novembre*

- 11 heures 00 :** rassemblement et hommage sur la tombe de Charles Fabre, maire pacifiste de Mazaugues.
- 12 heures 00 :** repas au restaurant Le Square à Mazaugues. (face au monument aux morts)

**Menu à 23,00 €**

**Apéritif (communard)**

**L'assiette de jambon cru Serrano**

**La fricassée de volaille aux cèpes et ses frites maison**

**La coupe de glace rhum-raisins**

**Café – vin rouge et/ou rosé.**

**14 heures 00 :** rassemblement pacifiste au monument aux morts.

**15 heures 00 :** exposé-débat sur le Service National Unifié (SNU).

Réservation par mail à [jpierrenormand@orange.fr](mailto:jpierrenormand@orange.fr)  
ou en laissant un message au 04 94 08 33 47 avant le 7 novembre

# Editorial

Par Robert Oller

Comme le titrait La Raison de Mai 2019 : « *Monument pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple NOUS L'AVONS FAIT* ». Nous avons fait ce que tous les Présidents de la République ont refusé, dont le plus honteux, F. Hollande qui s'en était déclaré partisan en tant que président du Conseil Général de Corrèze et s'y était opposé une fois devenu Président de la République. Quant au promu Président depuis 2017, l'homme qui compte réparer le prétendu « lien abîmé avec l'Eglise catholique », il a pour répondre à notre revendication de réhabilitation fustigé tout simplement « ceux qui ont manqué à leur devoir », discours de la même veine que celui des brutes galonnées et autres militaristes.

Ce banquier affairiste n'a cure des conventions internationales, pourvu qu'il puisse vendre ses armes utilisées contre les populations du Yémen, pour l'intervention en Lybie contre le régime pourtant reconnu par la « communauté internationale », dans le Sinaï, où les blindés français équipent l'armée égyptienne qui est accusée d'exactions contre la population, au Cameroun, où le gouvernement français soutient les basses œuvres d'une unité spéciale équipée par lui, les hélicoptères français participant aussi activement à la répression indonésienne en Papouasie.....

La France est présente sur de très nombreux conflits dans le monde, soit par la présence de ses troupes, soit par la vente de son matériel militaire. Mais il ne faut pas qu'elle oublie son propre territoire, et c'est pour cela que l'homme qui vénère « le sacrifice des autres pour la Nation » a décidé aussi, pour servir sa politique, d'encadrer la jeunesse en créant le Service National Universel. Lui, qui n'a pas fait son service militaire, compte préparer l'embrigadement et la militarisation des cerveaux de la jeunesse de notre pays dès l'âge de 16 ans, ce qui en même temps va de pair avec la destruction de l'école publique.

Tout cela, du gaspillage mortifère qui va de la fabrication et la vente d'armes à la volonté d'endoctrinement des jeunes et à la banalisation du rôle de l'armée, nous n'en voulons pas. Nous continuerons à demander la Réhabilitation Officielle des Fusillés pour l'Exemple, nous continuerons à dire Non à la guerre, Non à la Barbarie militariste.

Nous serons à Mazaugues ce 11 novembre 2019 pour le réaffirmer.

Ni Dieu ni Maître ! A bas la calotte vive la Sociale !

## Bref compte-rendu du congrès de la Libre Pensée

*C'est notre camarade Quentin Dauphiné, représentant de la Fédération varoise lors du congrès national de la Libre Pensée, fin août à Alizay (Eure) qui a rédigé ce compte-rendu :*

Le congrès s'est tenu avec un nombre sensiblement égal de congressistes que les congrès précédents. Il s'est ouvert par les interventions des "organisations amies" en assez grand nombre (et plusieurs messages d'organisations laïques ou libre penseuses de divers continents). Il faut noter le discours assez combatif et très applaudi du représentant de la confédération FO (on est prêts à faire comme en décembre 95, notion de retrait, défense du code des pensions, etc.).

Le congrès national se tenait dans un contexte assez particulier. Il y a la politique de Macron et son gouvernement qui entendent liquider tous les acquis sociaux et démocratique (y compris la laïcité), mais qui est de plus en plus rejetée par la population. Il y a aussi le fait que la Libre pensée joue un rôle reconnu pour créer l'unité entre organisations sur divers sujets : défense de la loi de 1905, des libertés démocratiques, opposition à l'embrigadement de la jeunesse par le Service national universel (SNU)...

... et en parallèle, la Fédération nationale perd des adhérent.es depuis trois ans : par exemple une perte de 120 adhérent.es par rapport à l'an dernier. Le délégué de la Fédération varoise est intervenu notamment sur ce sujet (voir le texte de son intervention dans le présent bulletin).

Le congrès a en particulier débattu du rapport soumis au vote, et des propositions de modifications de fonctionnement proposé par la CA nationale. Elles prévoient notamment :

- le passage d'un à deux ans pour le rythme des congrès (avec un "conseil général" entre deux congrès).
- la réduction de la taille de la CAN, et réduction de sa fréquence (3 réunions annuelles au lieu de 4).

Il faut noter que ces points ont finalement été reportés à l'an prochain. Le délégué du Var a pris la parole pour indiquer les critiques portées par sa fédération à la direction nationale, et sur le projet de modifications de fonctionnement visant d'après lui à une autonomisation de l'appareil par rapport à la base. Le reste du rapport a été largement approuvé, 90-95% de "pour".

La "question à l'étude" a débouché après débat sur un texte faisant consensus dans la Libre pensée. Le congrès a aussi travaillé sur les axes d'intervention choisis pour les prochains mois :

- démarche auprès d'autres organisations en proposant une manif nationale contre les attaques prévisibles contre la loi de 1905.
- campagne contre le Service National Universel (mise en place d'un collectif national en octobre, appel à créer des collectifs unitaires locaux).
- proposition de loi aux groupes parlementaires concernant la réhabilitation des "fusillés pour l'exemple".
- campagne de débaptisation.

Pour finir, tournons-nous vers le futur : le prochain congrès se tiendra en août 2020 dans l'Hérault, donc pas loin de chez nous !

**Quentin Dauphiné,  
délégué du Var au congrès national**

## Intervention de Quentin Dauphiné, représentant notre Fédération au congrès national de la LP 2019

Bonjour camarades,

J'interviens au nom de la Fédération varoise, et suis par ailleurs membre de la CA nationale. Beaucoup de sujets ont été abordés à la tribune par les camarades précédents, ce qui est le reflet de la situation politique instable et mouvante. Et aussi le reflet de la place prise par la Fédération nationale. D'ailleurs les questions qui sont débattues, les enseignants comme moi risquent d'y être immédiatement confrontés à la rentrée scolaire dans deux jours : devons-nous faire face à la présence de drapeaux tricolores et de l'Union européenne dans nos salles de classe ?

Je n'aborderai pas ici tous les points en débat, en revanche j'en rappellerai certains qui ont pu susciter des débats au sein de la CA nationale avant l'adoption du rapport qui vous est présenté (par exemple le désaccord sur le recours en justice contre des groupes ou fédérations ayant quitté la Fédération nationale). D'autres débats ont pu apparaître aussi après l'adoption du rapport, par exemple sur l'appréciation des mobilisations sur la question du climat.

Lors des deux derniers congrès, la Fédération varoise avait voté contre les rapports, et nous nous en étions expliqués. Sans vouloir polémiquer sur ces éléments passés, lors du congrès de 2018 une réponse d'un membre de la CAN avait fait un parallèle implicite entre l'argumentation du délégué du Var et la démarche de Jacques Doriot. Si le camarade varois concerné – moi-même – en a vu d'autres... pour autant le Bureau fédéral du Var avait peu apprécié ce type de méthodes, qui ne doivent pas avoir cours dans un débat entre militants.

Cette année, l'appréciation du congrès fédéral du Var est plus nuancée. Nous partageons une partie des éléments du rapport (par exemple sur la question à l'étude). Mais nous sommes en désaccord sur les modifications statutaires envisagées concernant le fonctionnement de la Fédération nationale. Plutôt qu'un long argumentaire, je vous lis le compte-rendu du congrès fédéral du Var à ce sujet :

*"Lorsqu'une organisation espace ses Congrès, ce n'est jamais un bon signe de son fonctionnement démocratique. Ensuite, ce n'est pas par de simples mesures administratives que l'on pourra espérer résoudre les problèmes auxquels la LP est confrontée, d'autant que nulle part n'est expliqué en quoi la modification proposée des statuts sera de nature à les résoudre. Enfin, peut-être y aurait-il lieu de s'interroger sur l'orientation générale de la LP (ce que la Fédération 83 a fait à plusieurs reprises, notamment sur la question de « l'Appel des Laïques », de l'organisation du meeting Japy etc.). L'explication selon laquelle l'orientation de la direction serait indiscutablement bonne et que les défaillances seraient à rechercher dans les étages du dessous est un peu courte. Elle n'explique pas les centaines de départs, les difficultés à recruter..."*

Si j'ai bien saisi, ces modifications ne seront d'ailleurs pas soumises au vote dès cette année : nous approuvons bien entendu cette décision, qui donnera plus de temps pour débattre et faire connaître notre point de vue.

Pour aller vers la conclusion, je tiens pour la Fédération varoise à remercier la Fédération nationale, et notamment la commission "droit et laïcité", pour son aide dans le recours intenté à la mairie de Cogolin pour non respect de la loi de 1905. Si l'issue est positive pour nous, dans ce laboratoire du FN, elle permettra de montrer à divers milieux militants ce qu'est la laïcité, ce qu'elle n'est pas... et quelles récupérations par l'extrême-droite peuvent arriver quand on délaisse ce terrain et qu'on renie les revendications laïques.

# **Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans**

**Une opération de soumission de la jeunesse** : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

**La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses** : les jeunes du SNU seront utilisé/es pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé/es qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité/es, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragé.es à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

**Des dépenses considérables** : 6 milliards €/an, selon un rapport sénatorial de 2017. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires !

**Le renforcement de la militarisation**. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

---

**Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent.  
Mais c'est déjà le cas !**

**Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.**

**Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !  
Comment peut-on parler d'apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée (qui, par ailleurs, n'était pas demandeuse) ?**

**Non au SNU ! Abrogation du SNU !**

---

**Campagne unitaire contre le SNU** : Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, Solidaires Étudiant.e.s, ASSO-Solidaires, Solidaires Jeunesse et Sports, SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé. Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, Émancipation tendance intersyndicale, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L'insurgé, Les Jeunes écologistes, Radio-Libertaire, Revue Silence.